

# Doha

## et après?

Par Patricia Francis, Directrice exécutive, CCI

**Les milieux d'affaires doivent insister sur le rôle moteur des partenariats dans la concrétisation des promesses de Doha. Il est de l'intérêt des entreprises des pays en développement de rester engagées et de faire connaître leurs points de vue aux négociateurs gouvernementaux – et au public en général.**

La suspension des négociations commerciales sur le Programme de Doha pour le développement suscite des réactions mitigées. L'impasse des discussions reflète à la fois la crainte et l'espoir dont est porteuse la mondialisation.

Les entreprises des pays en développement sont les premières visées par les décisions des négociations. Elles doivent imposer davantage leurs points de vue; de leur contribution dépend l'efficacité des négociateurs commerciaux.

### La médaille et son revers

La mondialisation s'est imposée; les échanges mondiaux se sont intensifiés, passant, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de US\$ 2,3 trillions en 1980 à US\$ 12,6 trillions en 2005.

L'OMC a joué un rôle moteur à cet égard. L'assouplissement des règles commerciales a permis aux entreprises de tirer parti des nouveaux marchés et des avancées technologiques, et d'exploiter de nouveaux débouchés. Les échanges se jouent des frontières comme jamais auparavant et les pays en développement raflent une part croissante des bénéfices.



Patricia Francis s'exprime lors du Forum exécutif du CCI de Berlin en septembre 2006.

De fait, un dossier sur l'économie mondiale paru récemment dans *The Economist* souligne que les pays émergents produisent désormais 43% des exportations mondiales et achètent la moitié des exportations combinées d'Amérique, du Japon et de la Zone euro. De plus, en 2005, ils représentaient plus de la moitié de la production économique mondiale (mesurée en parité du pouvoir d'achat) et de la croissance de la production mondiale. Ils détiennent également 70% des réserves mondiales en devises.

Alors les laissés-pour-compte s'indignent; les 50 pays les plus pauvres du monde n'ont pas eu leur part du gâteau. La mondialisation a eu un coût social. Ses avantages ont été contrebalancés par l'écart croissant entre riches et pauvres, comme en témoignent les confrontations et l'impasse politique du Programme de Doha pour le développement.

L'objectif du Programme de Doha était de contribuer aux efforts des gouvernements en vue de réduire la pauvreté dans leur pays et de générer des opportunités de création de richesses concrètes et durables. L'érosion des préférences en général et la dégradation des termes de l'échange pour des

produits marchands spécifiques comme le coton inquiètent les pays pauvres. Ils expriment leur crainte face à l'insécurité touchant l'alimentation et les moyens de subsistance de leur population, et leurs positions sur les services et la facilitation du commerce. Cette crainte reflète leur incapacité perçue à mettre en œuvre les engagements résultant des accords.

### Où est la voix des entreprises?

La situation découle en partie du manque de confiance des gouvernements pour s'attaquer aux problèmes concrets et transformer le secteur des affaires sans dislocation sociale majeure. Indépendamment de leur niveau de pouvoir, les pays doivent préparer leur économie et leur gouvernement doit disposer des informations nécessaires pour négocier les termes qui permettront à leurs entreprises de soutenir la concurrence internationale.

L'efficacité des négociateurs commerciaux du gouvernement dépend de leur capacité à écouter les entreprises. Sans cette contribution, leur travail restera vain et les gouvernements ne seront pas en mesure d'établir une liste des requêtes et de répondre en substance aux demandes d'autres gouvernements. S'ils ne sont pas informés des obstacles non tarifaires rencontrés par les exportateurs sur les principaux marchés, comment espérer que les négociateurs redressent la situation dans le cadre des négociations?

Il est de plus en plus admis que la multiplication des accords commerciaux régionaux et bilatéraux compliquerait la façon de faire du négoce; il faut donc remettre le Programme de Doha sur les rails. Depuis longtemps, le CCI promeut la défense des intérêts des entreprises des pays en développement. Nous donnons des moyens d'action aux chefs d'entreprise afin qu'ils défendent activement leur cause auprès des gouvernements dans le but de définir le nouvel environnement commercial international.

Aucun pays n'a pu satisfaire les besoins matériels de ses citoyens ou mettre en œuvre des programmes sociaux durables sans le dynamisme du secteur privé capable de mobiliser l'épargne et l'investissement, de créer des emplois en nombre, de satisfaire la demande des consommateurs, de stimuler l'exportation et d'augmenter les rentrées fiscales. Suite aux propos de Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, sur l'impasse des négociations commerciales, les États membres devraient s'intéresser aux forces vives qui incarnent le processus de développement – le secteur privé. Après tout,

ce sont les entreprises qui commercent; les gouvernements s'emploient à faciliter les échanges.

### Renforcer la capacité à soutenir la concurrence

Pour relever ces défis, le CCI a collaboré de façon proactive avec les pays en développement sur différentes questions allant de la facilitation des contacts entre les entreprises et les dirigeants gouvernementaux pour l'accès aux marchés jusqu'à la collaboration avec les pays africains en vue de développer des marchés alternatifs pour le coton et l'aide aux pays afin qu'ils renforcent leur capacité d'accéder à de nouveaux débouchés et de diversifier leur économie.

### *De la contribution des entreprises dépend l'efficacité des négociateurs commerciaux.*

Un récent article paru dans *Financial Times* (Royaume-Uni) souligne l'intérêt de la diversification. Une entreprise indienne, Infosys, fondée il y a 25 ans par six personnes, a franchi la barre des US\$ 2 milliards de revenus en 2005. Suite à son départ, le président sortant a réparti entre ses 55 000 employés une prime de US\$ 27 millions. Quand nos industries fondées sur les produits de base ont-elles pu se vanter d'un tel geste?

La diversification et la transformation sont la voie de l'avenir. La solution tient en partie à l'accès aux marchés et en partie au renforcement de la capacité à soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Les négociations de Doha s'enlisent; un vaste consensus perdure quant à la nécessité d'aider les pays en développement à améliorer leur capacité d'approvisionner les marchés mondiaux par le biais de l'Aide pour le commerce. Là encore, la voix et la participation des entreprises sont essentielles. L'efficacité de l'Aide pour le commerce dépend de leur contribution.

Le Programme de Doha est dans une phase cruciale; les milieux économiques doivent miser sur le rôle moteur des partenariats et poursuivre leur collaboration avec les gouvernements pour concrétiser les promesses de Doha. ▀

**Patricia Francis est Directrice exécutive du Centre du commerce international.**